

13 VŒUX POUR 2013





DE GRANDS TÉMOINS

RÉAGISSENT AUX

13 VŒUX POUR 2013

D'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

avec **Pascal Durand**, secrétaire national



Pascal CANFIN

ministre du Développement

Général Étienne COPEL

ancien sous-chef d'état major de l'armée de l'air,
vice-président du Haut comité français
pour la défense civile

Cécile DUFLOT

ministre de l'Égalité des territoires
et du Logement

Pascal EVEILLARD

Collectif isolons la terre contre le CO2

Sylvie FROMENTELLE

vice-présidente de la Fédération des conseils
de parents d'élèves (FCPE)

Catherine GAUDARD

directrice du Plaidoyer,
CCFD-Terre Solidaire

Bruno GENTY

président de France Nature Environnement (FNE)

Jean-Michel GERMA

président de Soper SAS,
fondateur de la Compagnie du vent

Nicolas GUERMONPREZ

secrétaire général du syndicat CGT
de Renault Sandouville

Christiane LAMBERT

vice-présidente de la Fédération nationale
des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)

Christophe ROBERT

délégué général adjoint
de la Fondation Abbé Pierre

Guillaume SAINTENY

maître de conférences
à l'École Polytechnique,
auteur de *Plaidoyer pour l'éco-fiscalité*

Franck SPRECHER

Centre des jeunes dirigeants
d'entreprises

Pierre TARTAKOWSKY

président de la Ligue
des Droits de l'Homme

...

L'écologie : la force du compromis



ême si l'on souhaite toujours le meilleur, des vœux doivent ouvrir sur ce qu'il est possible de réaliser concrètement.

Les écologistes visent à une transition effective, pour que le changement s'opère. Rien d'impossible, et à dire vrai, c'est déjà commencé. Ce qui dans notre pays se tisse patiemment, c'est la recherche – mieux, la construction – d'alternatives concrètes et de modes de vie nouveaux, adaptés au monde qui vient, anticipant les indispensables mutations de nos économies et de nos sociétés. Des rapprochements et des convergences inattendues s'opèrent, qui créent des conditions nouvelles, alternatives pour vivre mieux, vivre décemment, simplement.

Les solutions portées par les écologistes sont souvent méconnues ou caricaturées. Ce qui compte désormais n'est plus de les porter entre nous, mais de les confronter au débat et au dialogue. Pour cette raison, nous avons souhaité proposer nos treize vœux aux réactions de personnalités de la société civile, afin qu'ils soient librement débattus.

Ce que nous souhaitons le plus vivement pour 2013 est là, dans cette pratique d'échange et de débat qui permettra de bâtir les compromis sociaux indispensables pour être durables. Quel plus beau vœu pour l'année 2013 que celui de conduire la transition écologique de l'industrie, de l'agriculture, des déplacements et de l'habitat.

Pascal Durand, *secrétaire national d'Europe Écologie Les Verts*

1

Pour un SURSAUT européen

EN **2013**, OFFICIELLEMENT "ANNÉE EUROPÉENNE DES CITOYENS", C'EST PAR LA SOLIDARITÉ ET LA COOPÉRATION EUROPÉENNE QUE NOUS POURRONS SORTIR ENSEMBLE DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE DANS SES DIMENSIONS ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE QUE SUBISSENT LES EUROPÉENNES ET LES EUROPÉENS DEPUIS TROP LONGTEMPS.

Crise financière qui persiste, absence de stratégie européenne coordonnée pour une régulation efficace des marchés, la construction européenne souffre d'une absence croissante de légitimité et de responsabilité démocratiques. Il est temps d'engager, à l'échelle de toute l'Union, les réorientations politiques attendues par les citoyens européens : harmonisation des politiques fiscales, progrès dans l'union politique, renforcement de la légitimité démocratique des institutions européennes. L'enjeu, c'est de retrouver une ambition commune européenne qui aille, enfin, plus loin que l'addition des seuls intérêts de court terme des États membres.

Nous formulons le vœu que 2013 soit une étape vers un véritable gouvernement politique de l'Europe, démocratiquement légitime. Mode de désignation des parlementaires européens, par exemple avec l'introduction des listes paneuropéennes, "initiatives citoyennes européennes", renforcement de la légitimité démocratique de la Commission et de son président, véritable budget politique, premier jalon vers le budget commun d'une Union européenne fédérale...

L'Europe peut aussi donner un sens à son action politique en changeant de modèle économique, notamment à travers la transition énergétique.

Parce que nous ne voulons plus voir les drames de PSA et Florange se répéter, sortons dès maintenant de la mise en concurrence des sites de production et des États à travers leurs normes sociales et environnementales, leurs régimes fiscaux et leurs aides publiques. Franchissons encore un pas avec l'instauration de taxes environnementales et fiscales aux frontières de l'Union. Engageons la 3^e révolution industrielle.



2



ers la PAIX et le désarmement nucléaire mondial

LA FRANCE PEUT, SANS DOMMAGE, RENONCER À LA DISSUASION NUCLÉAIRE ET, DÈS **2013**, STOPPER LA MODERNISATION COÛTEUSE DE LA FORCE DE FRAPPE. L'EUROPE, ELLE, PEUT PRENDRE UNE PART PLUS ACTIVE DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX ET CONFIRMER SES ACTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE.

Parce que 20 000 armes nucléaires disséminées partout sur la terre constituent bien plus une menace permanente qu'un facteur de paix, nous souhaitons que la France s'engage résolument en faveur du désarmement global, en commençant par renoncer à la sanctuarisation des dépenses liées à la force de frappe et aux efforts coûteux — et contraires à l'esprit du Traité de Non Prolifération (TNP) — de modernisation de son arsenal.

L'Europe est un acteur central pour structurer des perspectives de paix durable dans le monde. Ses positions dans les négociations climatiques, en faveur de la sécurité alimentaire et énergétique, du développement ou pour les politiques de désarmement marquent d'ores et déjà son implication. Elle a d'abord su devenir une zone de paix intérieure depuis la fin du second conflit mondial. C'est à ce titre qu'elle vient d'être récompensée du prix Nobel de la paix. Mais, comme le montre d'ailleurs le pari fait par le jury du Nobel, l'Union européenne doit s'impliquer davantage dans la recherche de la paix dans l'ensemble du monde.

L'année qui vient de s'écouler a été marquée par de nombreux conflits (Mali, Syrie), la montée de rivalités régionales (Chine, Japon, Corée), les difficultés de certains États à trouver un équilibre intérieur (Maghreb, Machrek), l'impasse durable du conflit israélo-palestinien. En Afrique, l'instabilité atteint de nombreux États (Soudan, Centrafrique, Guinée Bissau...). La communauté internationale réagit faiblement. Ainsi, à cette heure, la France est bien trop isolée avec de faibles troupes de l'Union africaine au Mali.





En finir, pour le Sud, avec la malédiction des ressources naturelles

NI LA RARÉFACTION DES RESSOURCES NI LES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES ET DÉJÀ OBSERVABLES DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE GLOBAL OU DU REcul DE LA BIODIVERSITÉ N'ONT, POUR L'HEURE, SUFFI À CONVAINCRE DE L'URGENCE DE CHANGER DE CAP. LA PROSPÉRITÉ N'EST POURTANT PAS AU RENDEZ VOUS POUR LA VASTE MAJORITÉ DES PEUPLES. EN **2013**, IL EST TEMPS DE CHANGER DE CAP.

Nous assistons au recul de la solidarité internationale, à l'intensification de l'activité extractive ou de l'agriculture destructrice avec des industries (pétrole, nickel, cuivre, or, huile de palme, OGM, agro-carburants...) prêtes à tout pour profiter des dernières ressources dont la raréfaction fait monter les prix.

Destruction d'écosystèmes, des sociétés, des agricultures, déstabilisation, conflits, pollutions, corruption, violence... la malédiction des ressources naturelles continue, la dette écologique se creuse, la pression s'accroît.

En France et en Europe, le refus salutaire de l'exploitation des gaz de schistes par les citoyens, conscients des impacts avérés de celle-ci, viennent questionner le maintien, toléré ou encouragé, de telles pratiques dans d'autres pays.

En 2013, nous voulons faire avancer l'encadrement juridique, social et financier des activités industrielles prédatrices. Ici et là bas, en France et à l'étranger : la transparence sur les activités et les résultats financiers pays par pays et leurs impacts en matière de droits humains, d'environnement et de fiscalité ; des accords internationaux enfin justes et équitables ; la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières pour financer le développement et inventer un nouveau partenariat mondial.





Renouveler la DÉMOCRATIE construire l'égalité territoriale

EN **2013**, LA RÉFORME TERRITORIALE DOIT VISER À RENDRE L'ACTION PUBLIQUE PLUS CLAIRE, PLUS LISIBLE ET PLUS EFFICACE POUR SOUTENIR LA CAPACITÉ D'INNOVATION DES TERRITOIRES ET GARANTIR L'ÉGALITÉ RÉELLE, QUE L'ON VIVE EN CENTRE-VILLE, EN ZONE RURALES, DANS LES BANLIEUES OU LES ESPACES PÉRI-URBAINS.

Le constat est connu : disparition des équipements de service public, dans les quartiers populaires et les zones rurales, sentiment croissant d'abandon, allongement des distances et des temps de parcours domicile-travail, précarisation des salariés dépendant des prix des carburants en hausse structurelle... Tout cela nourrit une défiance grandissante des citoyens à l'égard des élu-e-s et des institutions.

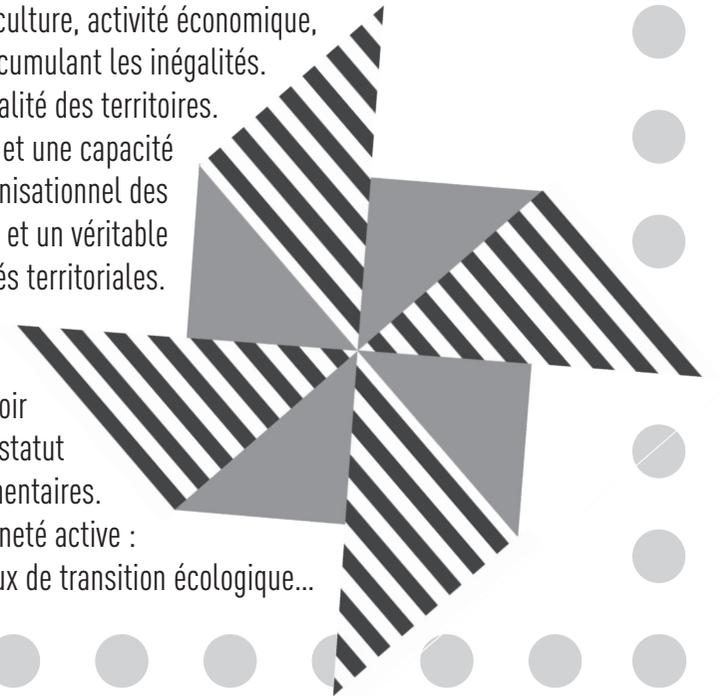
Au lieu de concentrer les avantages dans quelques zones favorisées, culture, activité économique, développement du tiers secteur doivent être orientés en priorité vers les territoires cumulant les inégalités.

L'aménagement numérique doit participer de l'égalité des territoires.

La loi sur la décentralisation doit donner aux territoires des prérogatives élargies et une capacité d'innovation, mais doit se compléter d'une exigence sur l'égalité des territoires. Le schéma organisationnel des collectivités locales doit être simplifié, avec trois piliers : la région, l'inter-communalité et la commune, et un véritable droit à l'expérimentation pour faciliter l'évolution des redécoupages administratifs, selon les spécificités territoriales. L'instauration d'un seul et unique mode de scrutin de liste proportionnel pour toutes les élections locales entraînera une plus juste représentativité autant qu'une plus grande lisibilité.

Le non-cumul des mandats doit être précisé. La possibilité pour chaque citoyen-ne de pouvoir exercer une responsabilité électorale passe par la création d'un véritable statut de l'élu-e clarifiant les droits et les devoirs élémentaires.

La réforme doit mobiliser les leviers disponibles afin de faire émerger une citoyenneté active : référendums locaux, budgets participatifs, comités régionaux de transition écologique...





5



ers un nouveau modèle agricole et ALIMENTAIRE

EN **2013**, NOUS VOULONS VOIR LES PREMIÈRES RÉORIENTATIONS FORTES DES POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES, POUR ROMPRE AVEC PLUS DE QUARANTE ANNÉES DE PRODUCTIVISME AU BILAN AUSSI NÉGATIF SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL QUE SUR LE PLAN SANITAIRE ET SOCIAL : POLLUTIONS DE L'EAU ET DES SOLS, DISPARITION DES PAYSANS, DÉGRADATION DE LEURS REVENUS, MAIS AUSSI MALBOUFFE ET OBÉSITÉ, GASPILLAGE ALIMENTAIRE...



La révision de la Politique agricole commune (PAC) offre l'opportunité d'un autre avenir. L'enjeu n'est pas de désigner des coupables, mais de sortir d'un système qui produit essentiellement des perdants au seul bénéfice de quelques-uns. Aussi, la France doit défendre, sans ambiguïté, le juste plafonnement des aides directes par exploitation.

L'expérience des dernières années des politiques régionales conduites par les majorités de gauche et écologistes doit inspirer des politiques agricoles nouvelles, venant clairement en soutien aux productions les plus économes en intrants, mais aussi les plus créatrices d'emploi et de revenu pour les agriculteurs. Les intérêts des transformateurs et des distributeurs ne peuvent plus dominer. La nouvelle alliance devra être celle des producteurs et consommateurs.

Le maintien d'une agriculture de qualité suppose aussi de freiner la pression foncière, l'étalement urbain et l'artificialisation des sols ; les territoires ruraux ne doivent plus être considérés comme vides. **Enfin, nous souhaitons que la France prenne une initiative forte** visant à terme à interdire aux acteurs du secteur bancaire et financier toute spéculation sur les matières premières alimentaires.



Favoriser les nouvelles formes d'organisation de l'ÉCONOMIE

EN **2013**, NOUS FORMONS LE VŒU DE VOIR ÉMERGER DE NOUVELLES FORMES D'ÉCONOMIE, RESPECTUEUSES DES FEMMES, DES HOMMES ET DE LEUR ENVIRONNEMENT. OBJECTIF : TISSER AU CŒUR DES TERRITOIRES DES RÉSEAUX D'ENTREPRISES ET D'ACTIVITÉS VÉRITABLEMENT UTILES, RÉDUISANT LES INÉGALITÉS, ROMPANT AVEC UNE VISION OBSOLÈTE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, FAITE DE FANTASMES SUR LE TOUT TECHNOLOGIQUE, LA DIVISION DES ESPACES NATURELS EN ZONES D'AMÉNAGEMENT OU LES GRANDES ENTREPRISES SUPPOSÉES SEUL OUTIL EFFICACE DE DÉVELOPPEMENT.

L'économie sociale et solidaire constitue un formidable outil pour redonner du sens au travail, celui des salariés comme celui des entrepreneurs.

Le tiers secteur peut participer de la reconquête des quartiers délaissés.

Les PME et les TPE sont le premier employeur et la plus grande source d'innovation de notre pays.

Elles doivent être mieux soutenues, au regard de leur rôle primordial pour assurer l'activité économique d'aujourd'hui et de demain dans les bassins d'emplois, et défendues face aux appétits des grands groupes.

Économie circulaire et de la fonctionnalité, reconnaissance du rôle central des PME/TPE pour la création d'activité et la résilience des bassins d'emplois, innovation socialement et écologiquement utile...

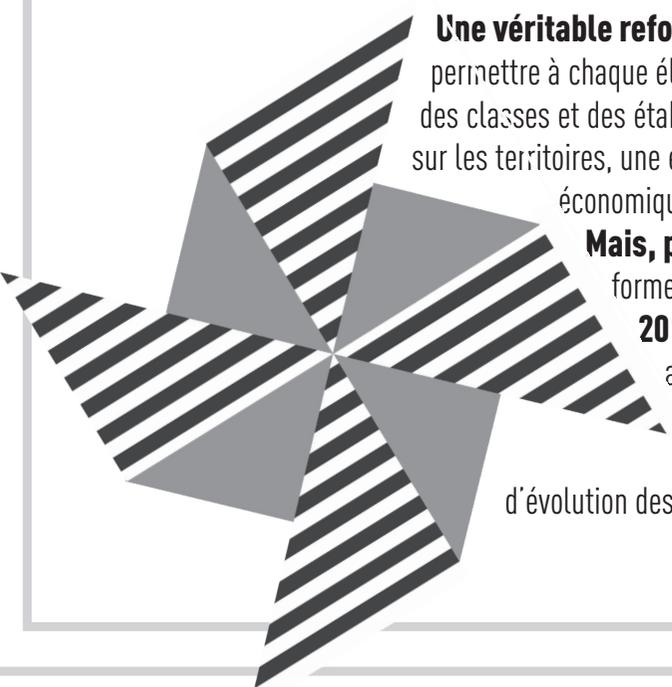
La transition écologique repose sur une transition du modèle économique avec sa réinscription, du global au local, dans les limites écologiques de la planète et dans les territoires.





ers une société émancipatrice par l'ÉDUCATION et la formation

EN **2013**, NOUS VOULONS RÉDUIRE MASSIVEMENT LE NOMBRE DE JEUNES LAISSÉS, À LEUR SORTIE DU SYSTÈME SCOLAIRE, SANS EMPLOI NI FORMATION, QUE CHACUNE ET CHACUN SE VOIT PROPOSER UNE SOLUTION ET UN ACCOMPAGNEMENT. DANS UN MONDE FINI, NOUS PARIONS SUR LES RICHESSES INFINIES DE L'HUMAIN QUI POURRONT SE RÉVÉLER GRÂCE À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE.



Une véritable refondation de l'école avec un changement de pratiques dans les apprentissages et les évaluations pour permettre à chaque élève de progresser au mieux ; la mise en œuvre d'une nouvelle organisation de l'institution scolaire avec des classes et des établissements à échelle humaine ; le droit reconnu à l'expérimentation pédagogique ; et un véritable ancrage sur les territoires, une école qui refonde le lien avec les parents, les associations d'éducation populaire, le tissu culturel et économique de proximité.

Mais, pour nous écologistes, c'est aussi tout au long de la vie que chacun doit pouvoir apprendre et se former pour trouver une activité correspondant à ses aspirations et à ses besoins.

2013 doit être l'année de l'instauration d'un véritable droit à l'orientation et à la formation tout au long de la vie, qui passe par l'instauration d'une égalité des droits d'accès pour tou-tes, sur tous les territoires, en privilégiant celles et ceux qui en ont le plus besoin ; le développement d'un service public d'orientation et de formation tout au long de la vie ; la création d'outils dynamiques d'observation et d'évolution des métiers ; une impulsion forte en faveur des métiers de la transition écologique.



ers une société plus ÉGALITAIRE et solidaire

EN **2013**, FAISONS LE VŒU D'UNE SOCIÉTÉ OUVERTE ET RÉCONCILIÉE, QUI SE PRÉOCCUPE DES PLUS FRAGILES, DES PLUS VULNÉRABLES, PAR LE RESPECT DES DROITS ACQUIS, LA RECONNAISSANCE DE DROITS NOUVEAUX ET LA LUTTE EFFECTIVE CONTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS. POUR VIVRE MIEUX, ENSEMBLE, CONSTRUISONS DES PONTS PLUTÔT QUE DES MUR, ADAPTONS LES TRANSPORTS, LE LOGEMENT, L'ACCÈS AU SAVOIR, À LA CULTURE AUX PLUS FRAGILES.

L'égalité effective femme-homme dans les entreprises et administrations reste largement à conquérir au moment où les femmes sont les principales victimes du travail précaire. La lutte contre les violences faites aux femmes et l'accompagnement des victimes doivent franchir une nouvelle étape.

L'ouverture du droit au mariage pour tou-te-s est une étape essentielle, qui oblige à préparer les suivantes vers l'égalité complète des droits. La lutte contre l'homophobie et la transphobie, contre les inégalités de genre doit faire l'objet d'une politique active de prévention et d'une formation de tous les acteurs du système éducatif.

Réconcilier notre société passe aussi par la mise en place du droit de vote des étrangers, la régularisation des sans papiers et la dépenalisation du séjour irrégulier ; la suppression des discriminations légales existantes, comme l'interdiction de centaines de milliers d'emplois publics pour les étrangers non-communautaires, la limite à 60 ans pour la reconnaissance du handicap, le libre choix du prénom et du sexe d'état civil ou bien celles touchant les Roms ; l'établissement d'un récépissé pour les contrôles d'identité.

Il faut aussi encourager la solidarité, par exemple en reconnaissant le statut des quelques huit millions d'aidants non professionnels ou en élargissant la notion d'aide humaine, dans le cadre de la Prestation de compensation du handicap.



9



ers le recul de toutes les formes d'exclusion et la garantie des **DROITS FONDAMENTAUX**

EN **2013**, NOUS FORMULONS LE VŒU D'UNE LUTTE EFFICACE CONTRE LA PAUVRETÉ, L'EXCLUSION, LA SOUFFRANCE SOCIALE, GARANTISSANT L'EXERCICE DES DROITS FONDAMENTAUX AU LOGEMENT, À LA SANTÉ ET À UN TRAVAIL DIGNE.

La crise du logement frappe de plein fouet plus de huit millions de personnes, dramatiquement renforcée par la fragilisation des ménages, le chômage, bien sûr, mais aussi le mal-travail. Face à l'urgence, nous formulons le vœu que le logement soit reconnu comme un bien de première nécessité et bénéficie du taux réduit de TVA à 5 %, sans quoi les objectifs de construction comme de rénovation ne pourront être atteints.

L'accès à la santé est lui aussi précarisé, fragilisé. L'accès concret à la santé est à reconquérir : déserts médicaux, franchises médicales, dépassements d'honoraires... Mais nous devons aussi agir sur la prévention. Les maladies chroniques mettent en danger le système de sécurité sociale. Stress, pollutions, mal-bouffe, perturbateurs endocriniens, des milliers de substances toxiques sont à l'origine des maladies dites de civilisation. Investissons 1% du budget des soins, soit 1,7 milliards d'euros dans la prévention.

Des millions de chômeurs, des millions d'emplois précaires et, d'un autre côté, des conditions de travail qui se dégradent, un niveau de souffrance alarmant avec un accroissement des inégalités femmes-hommes. La mobilisation pour la création d'emploi et le partage du temps de travail ne doit pas se faire au détriment du respect des salarié-e-s et de leurs droits. L'instauration d'une véritable démocratie d'entreprise (droit à l'expression, représentation du personnel dans les TPE/PME, protection du droit d'alerte...) est incontournable.

10



ers la création de 500 000 emplois par la **TRANSITION** énergétique

EN **2013**, QUE S'ENGAGE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.

ENJEU SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIEL MAJEUR, ELLE N'EST PAS UNE SIMPLE OPTION MAIS UN IMPÉRATIF ET UNE OPPORTUNITÉ. BÂTIMENT, TRANSPORTS, FILIÈRES D'ÉNERGIES RENOUVELABLES, SONT AUTANT DE SECTEURS OÙ L'ON PEUT CRÉER OU SAUVEGARDER DE L'ACTIVITÉ.

Pour Europe Écologie Les Verts, la transition écologique se conçoit dans une dimension européenne du point de vue des objectifs globaux, des filières industrielles à construire, de la prévention et gestion des risques et à l'avenir des conditions fiscales et réglementaires de sa réussite.

La transition énergétique englobe la sortie du nucléaire et des énergies fossiles et concerne l'ensemble des secteurs. Elle vise à construire un système énergétique sobre, efficace, socialement juste et basé sur les énergies renouvelables afin de réduire notre empreinte écologique, la précarité énergétique tant individuelle que collective, et donc les risques sociaux, économiques et technologiques inhérents au modèle actuel.

Le bâtiment représente 43 % de la consommation nationale d'énergie. Plusieurs millions de familles sont en précarité énergétique, la rénovation doit protéger les ménages et peut à elle seule créer plusieurs centaines de milliers d'emplois non délocalisables.

Investir dans la transition énergétique, c'est transformer les 60 milliards d'importations de pétrole, de gaz ou d'uranium en investissements locaux.

Europe Écologie Les Verts participera évidemment activement au débat, tant dans sa dimension nationale que régionale, et y portera ses nombreuses propositions et sa vision de la transition énergétique .





En finir avec l'obsolescence programmée, développer l'ÉCO-CONCEPTION des produits

EN **2013**, NOUS VOULONS NOUS ENGAGER VERS UNE "ÉCONOMIE CIRCULAIRE", CELLE DU RECYCLAGE ET DE LA RÉPARATION, DE L'ÉCO-CONCEPTION ET DE LA DURABILITÉ DES OBJETS, EN FINIR AVEC LE GASPILLAGE.

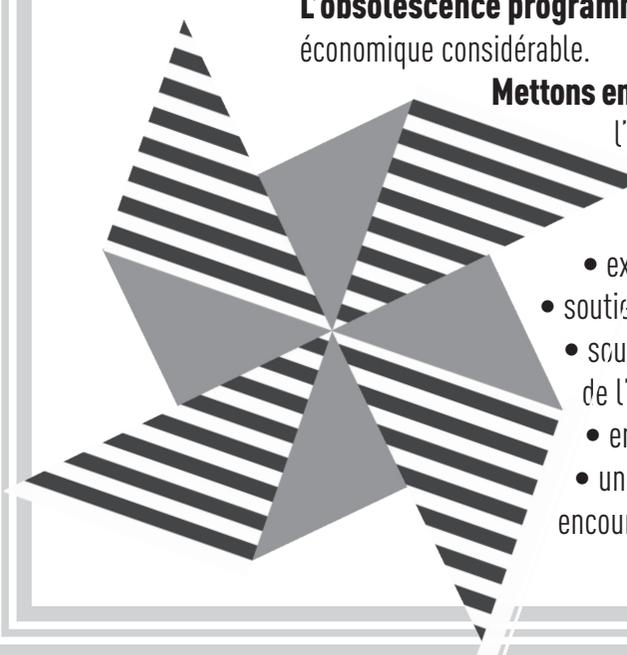
Les produits complexes se développent et leur utilisation est limitée dans le temps afin de soutenir une économie du remplacement ou du jetable, qui est contradictoire avec des objectifs écologiques.

L'obsolescence programmée des produits de consommation est une source de gaspillage de ressources et a un coût social et économique considérable.

Mettons enfin en place les règles et outils pour développer une véritable économie circulaire, favorisant l'éco-conception, la longévité, la réparation, le reconditionnement et le recyclage d'un maximum de biens. Ces

activités sont bien plus porteuses d'emploi local que le gaspillage de produits importés. Une loi pour en finir avec l'obsolescence programmée des produits permettra de répondre à ces enjeux fondamentaux. Par exemple :

- extension de la durée légale de garantie de sept à dix ans pour les objets ou biens éco-conçus ;
- soutien aux industriels qui maintiennent la disponibilité dans le temps des pièces détachées ;
- soutien aux stratégies de R&D des entreprises qui s'engagent sur la voie de l'éco-conception de leur produits, ou de l'économie de fonctionnalité à l'échelle d'un bassin d'activité ;
- encourager le secteur de la réparation, avec une fiscalité réduite (TVA à 5 %) ;
- une réforme des éco-organismes afin de non seulement améliorer le partage et le financement mais également encourager des filières vertueuses.





Se réconcilier avec la **NATURE** : objectif zéro artificialisation nette d'ici 2025

EN **2013**, QUE LA LOI-CADRE ANNONCÉE SUR LA BIODIVERSITÉ SOIT L'ACTE FONDATEUR D'UNE RÉCONCILIATION AVEC LA NATURE ET QUE LA FRANCE SOUTIENNE ENFIN LA DIRECTIVE-CADRE SUR LES SOLS.

La France dispose d'une responsabilité particulière dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité : elle se place parmi les dix pays hébergeant le plus grand nombre d'espèces animales et végétales mondialement menacées, notamment du fait de la richesse biologique outre-mers. Or, en 2010, la moitié des 35 200 espèces animales et végétales recensées en France est menacée d'extinction.

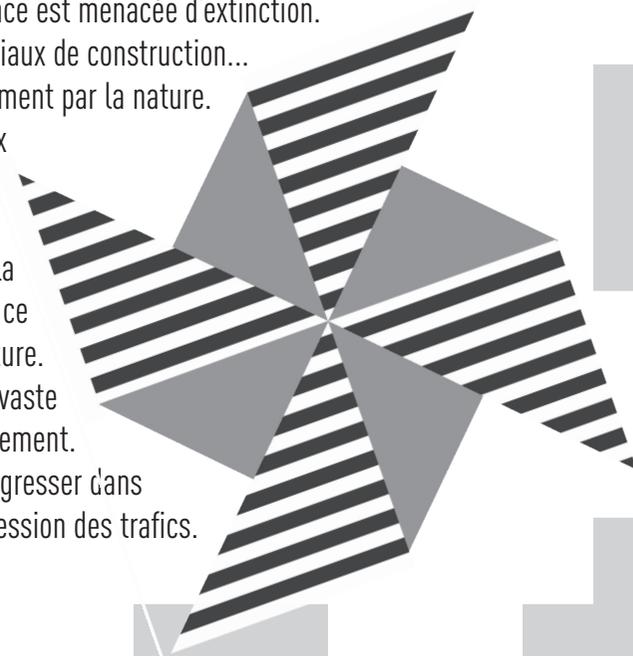
L'enjeu est de taille : médicaments, aliments, filtration naturelle, pollinisation, matériaux de construction...

40 % de l'économie mondiale repose sur les services rendus gratuitement par la nature.

L'artificialisation des territoires, espaces naturels et agricole, est non seulement un des principaux facteurs d'érosion de la biodiversité, mais atteint aussi la capacité de notre pays à se nourrir. Directement via la disparition de surfaces agricoles, et indirectement via les services rendus comme la pollinisation. Aujourd'hui, l'équivalent de la surface d'un département est artificialisée tous les sept ans. Pour renverser la tendance, il s'agira de mobiliser un panel d'instruments fiscaux, réglementaires... et d'accompagner ce changement en évitant toute marchandisation de la nature.

Nous avons besoin d'un grand chantier de remise en nature du territoire ainsi qu'un vaste programme d'éducation à l'environnement.

Enfin, la création d'un statut de l'animal dans le code civil permettrait de progresser dans l'encadrement des activités et la répression des trafics.



13



vers une FISCALITÉ écologique, socialement juste

EN **2013**, NOUS APPELONS À LA MISE EN PLACE D'UNE VÉRITABLE FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE. ELLE PEUT ÊTRE PROGRESSIVE MAIS NE SAURAIT ÊTRE REPORTÉE. EXPLICITER CLAIEMENT ET ASSUMER LES OBJECTIFS, L'ASSIETTE, LE CALENDRIER POUR QUE LES ACTEURS PUISSENT LES COMPRENDRE ET S'Y ADAPTER. ELLE DOIT SE PENSER DANS UN CADRE EUROPÉEN.

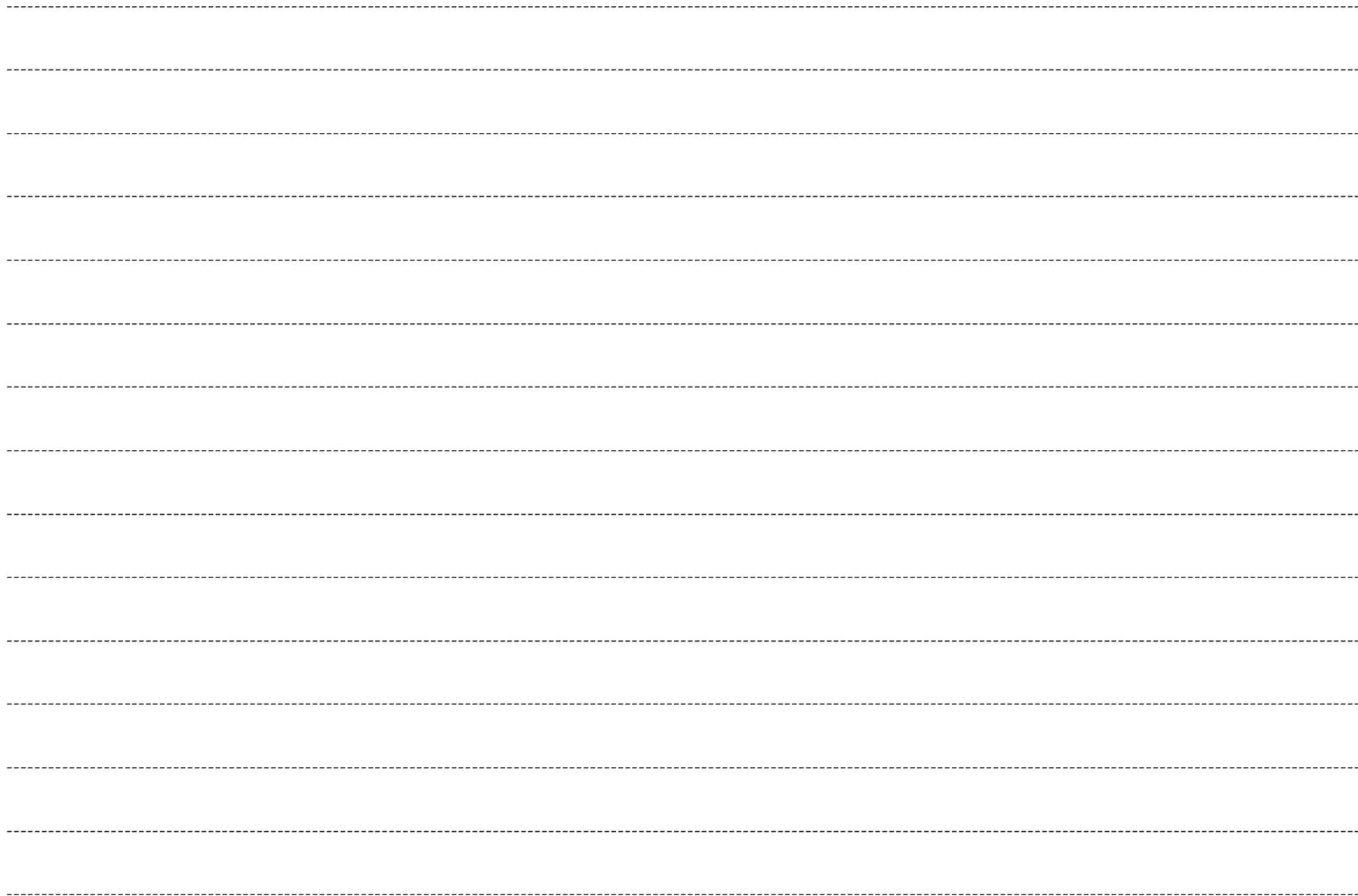
La fiscalité n'est pas qu'un outil pour financer la collectivité, elle traduit aussi un choix de société. Nous ne pouvons plus continuer à soutenir des activités, pratiques ou produits nuisibles pour la santé, l'emploi ou l'environnement.

Le premier chantier est donc de supprimer les mécanismes fiscaux dommageables. Par exemple, la moindre taxation du gazole par rapport à l'essence (-30 %) représente un manque à gagner d'environ sept milliards d'euros par an pour l'État, alors même que les particules fines sont responsables de 42 000 morts chaque année.

Le deuxième est d'orienter. Par exemple, une augmentation progressive de la taxe sur les pollutions diffuses permettrait de rendre plus équitable le partage des responsabilités, notamment sur l'eau.

Enfin, la fiscalité peut être une source de financement pour la transition, en accompagnant les ménages et les entreprises par la redistribution et le soutien au changement des pratiques. La Contribution climat énergie (CCE) peut par exemple dégager des fonds d'accompagnement à la transition (chèques mobilité, rénovation, programmes de maîtrise des consommations).

La fiscalité écologique n'a pas pour vocation de taxer, mais d'aider tous et toutes à anticiper les mutations.





247 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris | 00 33 (0)1 53 19 53 19 | <http://eelv.fr>